

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Le président el-Assad à Maaloula

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 22 AVRIL 2014

ENGLISH ESPAÑOL



**Lors de son déplacement à Maaloula, le président Bachar el-Assad a suscité l'angoisse de son service de sécurité en s'offrant un bain de foule.**

## Le président el-Assad à Maaloula : l'État syrien confirme sa suprématie

**P**ar Pierre Khalaf

Une semaine après sa libération des groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda, le président Bachar al-Assad s'est rendu dans la ville historique de Maaloula, où il a célébré la fête de Pâques avec des habitants, partagés entre joie et tristesse devant l'ampleur des destructions. Visitant la ville, notamment le célèbre monastère Saint Serge et Bacchus, pillé et endommagé par les terroristes, le leader syrien a réaffirmé sa détermination à lutter contre la « barbarie et l'obscurantisme qui visent la patrie ». S'adressant aux habitants attroupés autour de lui, le président el-Assad a assuré que le peuple et l'État syrien reconstruirons la

Syrie, qui sera « encore plus belle qu'auparavant ». « Même le pire des terroristes ne peut annihiler notre héritage et notre civilisation », a affirmé le président syrien. « Maaloula, comme les autres sites de l'humanité et de la civilisation syriennes, résistera toujours face à la barbarie et à l'obscurantisme qui visent la patrie ».

Élias Zakhem, un jeune habitant interrogé par l'AFP, s'est fait l'écho des déclarations de son président. « Nous sommes revenus chez nous et avons tout retrouvé détruit. Mais si Dieu le veut, nous reviendrons (vivre) ici et nous reconstruirons. C'est notre cité ».



**Le président syrien constate les dégâts causés par les djihadistes à Mar Sarkis, un des monastères historiques de Maaloula, localité à majorité chrétienne, à une soixantaine de kilomètres de Damas.**

Les journalistes sur place ont vu des maisons incendiées, et leurs fenêtres brisées. Dans l'orphelinat du monastère Mar Takla (Sainte-Thècle), des vêtements d'enfants gisent au sol.

La visite du président el-Assad à Maaloula marque la suprématie de l'État syrien sur les plans militaires et populaires, en dépit de la guerre universelle lancée contre le pays par une coalition dirigée par les États-Unis et comprenant l'Otan, les pays arabes du Golfe et la Turquie, et activement soutenue par Israël.

Cette suprématie s'illustre par plusieurs indices :

- ▶ Premièrement : En parcourant les 55 kilomètres qui séparent Damas de Maaloula, au Nord de la capitale, le convoi du président el-Assad a montré que l'État contrôle le terrain et que les menaces terroristes ne l'empêchaient pas de se rendre auprès de son peuple. Le 10 mars, le leader syrien avait déjà visité, à Adra, dans

une banlieue de Damas, un centre d'hébergement de réfugiés, chassés de chez eux par les extrémistes.

► Deuxièmement : À Ain el-Tiné, sur la route de Maaloula, le président el-Assad a pris un bain de foule. Il s'est mêlé à son peuple, sans garde rapprochée, prouvant que sa popularité demeure intacte malgré trois ans de guerre et une propagande inégalée dans l'histoire contemporaine.

► Troisièmement : En se rendant à Maaloula, une ville chrétienne dont les habitants parlent encore la langue du Christ, l'Araméen, le président el-Assad se positionne non pas comme le protecteur des minorités, comme essayent de le dire les médias occidentaux, mais comme le garant d'une Syrie pluraliste, tolérante et moderne, où toutes les croyances religieuses sont protégées par un État à égale distance de tous ses citoyens. Telle a été la Syrie dans le passé, et restera ainsi dans le futur.

► Quatrièmement : L'État affirme sa suprématie politique devant des mercenaires sans projet, manipulés par l'étranger. À cet égard, le président du Parlement, Mohammad al-Laham a indiqué que le scrutin présidentiel aura lieu le 3 juin. « Je fixe la date de l'élection d'un président pour la République arabe syrienne pour les citoyens résidant en Syrie le mardi 3 juin », a-t-il annoncé lors d'une réunion solennelle du Parlement.

Les dépôts des candidatures pourront se faire à partir de mardi et jusqu'au 1er mai, a-t-il précisé.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« La prorogation du mandat de n'importe quel responsable n'est pas démocratique malgré la prorogation actuelle du mandat du Parlement. Le Hezbollah a pris des positions inappropriées et j'ai fait des remarques que les responsables du parti n'ont pas appréciées. Le président doit préserver la Constitution et la souveraineté du pays et ne représente aucune partie en particulier. Le programme présidentiel de Samir Geagea est national et souverain, j'espère qu'il sera mis en œuvre. »*

**Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

*« J'espère que l'élection présidentielle aura lieu dans les délais constitutionnels, mais les candidatures de personnes qui n'ont pas les qualifications requises pourraient en retarder l'échéance. Le candidat que nous désirons est celui qui préservera et défendra l'option de la résistance et qui sera soucieux de l'unité des Libanais. Pour ce qui est des grandes questions nationales, l'abandon de l'option de la résistance serait une menace sur la souveraineté nationale et mettrait à nouveau le pays au bord du précipice. C'est, a-t-il dit, la raison pour laquelle nous conseillons aux parties concernées par cette échéance de faire preuve de sagesse et d'éviter tout aventurisme mal calculé. Certains candidats pourraient porter préjudice à l'élection. Le pays ne peut plus supporter un nouveau conflit. »*

**Walid Joumblatt**, chef du Parti socialiste progressiste

*« L'échéance présidentielle actuelle me rappelle l'élection de Sleimane Frangié, en 1970, bien que le contexte soit différent. C'est la première fois que nous sommes livrés à nous-mêmes, c'est-à-dire que la décision de l'élection d'un président revient en grande partie aux Libanais, le monde arabe étant plongé dans un désordre généralisé. Il y a toujours un facteur externe qui entre en jeu, mais dans l'échéance actuelle, le facteur interne est prédominant. Je me concerte au sujet de l'échéance présidentielle en priorité avec le président Berry, mais aussi avec le courant du Futur et d'autres parties. Je ne dévoilerais mon choix que le jour J. Je préfère qu'il y ait des candidatures officielles et des programmes, surtout socio-économiques. Soit on est candidat, soit on ne l'est pas. Je ne peux pas voter pour un fantôme. Je n'ai jamais dit [à l'ambassadeur états-unien] que je ne voterais ni pour Samir Geagea ni pour Michel Aoun. »*

**Nouhad Machnouk**, ministre libanais de l'Intérieur (Courant du futur)

*« Il est erroné de penser que le gouvernement actuel est le fruit d'un accord politique ou d'une entente politique. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un gouvernement de transition qui permet de geler le différend interne dans l'attente que le pays soit sauvé du danger du vide politique ou de tout danger d'ordre sécuritaire auquel il*

*pourrait être confronté. De nombreux points de divergence nous séparent encore. Parmi ces points de divergence, figurent le problème de l'implication dans les combats en Syrie, la question des armes utilisées en dehors du contexte de la résistance face à Israël et toute autre attitude qui s'oppose à la logique de l'État. Ce gouvernement n'a pas pour but de débattre de ces problèmes ou de les résoudre. Sa mission est de protéger tout citoyen qui est soumis à l'oppression ou à l'injustice. »*

## Événements

- Le quotidien *As-Safir* rapporte que les services de renseignement de l'Armée libanaise ont arrêté l'un des chefs des brigades Abdallah Azzaam, Bilal Kayed Kayed. Un des terroristes les plus recherchés par la Justice libanaise ainsi qu'à l'échelle régionale et internationale, de nationalité palestinienne, Kayed a, entre autre, participé à des opérations terroristes contre les patrouilles de la Finul, au Sud du Litani, visant les contingents espagnol et malaisien.

- Un journaliste arabe israélien a été assigné à résidence après s'être rendu au Liban, soupçonné d'avoir rejoint une « organisation hostile », c'est-à-dire le Hezbollah, selon les médias israéliens, a indiqué la police israélienne. Majd Kayyal, 23 ans, un habitant de Haïfa dans le nord d'Israël, avait été arrêté le 12 avril après avoir visité le Liban le 23 mars en passant par la Jordanie pour participer à un congrès organisé par le quotidien *As-Safir*, selon le Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien. La nouvelle de l'arrestation de Majd Kayyal était sous black-out médiatique depuis samedi, mais un tribunal a levé cette censure hier. Le jeune journaliste a été mis en résidence surveillée jusqu'au 21 avril, date prévue du début de son procès, a précisé la police dans un communiqué. Une porte-parole du Shin Beth a précisé à l'AFP que « le suspect aurait été recruté par une organisation hostile et qu'il avait été arrêté à son retour le 12 avril par la police qui l'a interrogé ». Il a rappelé que le Liban est « un pays ennemi » et que les Israéliens n'ont pas le droit de s'y rendre. La mère de M. Kayyal,

Suhair Badarni, a confirmé que son fils travaillait pour As Safir et que « sa famille ne considérait pas le Liban comme un pays ennemi. Ils essaient de nous empêcher d'avoir des contacts avec les pays arabes voisins », a-t-elle estimé. Pour l'association Adalah, qui défend les droits civiques des Arabes israéliens, cette censure visait « à empêcher le débat autour de l'interdiction faite aux Palestiniens citoyens israéliens d'entrer dans certains pays arabes ».

• Des inconnus ont tiré, lundi à l'aube, sur Ali Khalil, un homme d'origine palestinienne dans le quartier al-Sefsaf du camp de Aïn el-Héloué (Liban-Sud), rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Il a succombé à ses blessures. Selon la LBCI, Ali Khalil serait le neveu de Oussama Chéhabi, un responsable de Fatah al-Islam. Suite à cet assassinat, dont ni les raisons ni les auteurs n'ont été identifiés, la tension est montée d'un cran dans le camp palestinien. Mardi dernier, c'est Cheikh Arsan Sleimane, cible une semaine plus tôt d'une tentative d'assassinat dans le camp de Aïn el-Héloué, qui succombait à ses blessures. Cheikh Sleimane était le responsable local de l'Association des projets islamiques (les Ahbache), un groupe sunnite modéré.

## Revue de presse

### **As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Marlène Khalifé (18 avril 2014)

La France est en train de dynamiser son rôle sur les différents axes régionaux pour avoir son mot à dire dans l'échéance présidentielle libanaise. Après avoir accompagné à Washington l'ancien ambassadeur de France en Syrie Éric Chevallier, le conseiller du président français, Emmanuel Bonne, est venu pour la seconde fois à Beyrouth pour une visite ayant un seul point à son ordre du jour : l'élection présidentielle libanaise. Des sources diplomatiques informées des démarches françaises indiquent que M. Bonne s'est abstenu de préciser qui serait le candidat favori de la France, se contentant d'assurer que la France et les États-Unis œuvraient pour fortifier l'échéance présidentielle, qu'il a qualifiée de « pressante ».

La France se considère concernée par le dossier présidentiel libanais. Dernièrement, elle s'est retrouvée dans la position de celui qui défend « ses prérogatives » avec acharnement, pour contrebalancer l'influence grandissante des États-Unis et de l'Arabie saoudite. La France, il est vrai, est le « mandataire » des États-Unis au Liban, mais il est non moins vrai que ces derniers ont également leur propre rôle, qu'ils jouent aussi discrètement qu'efficacement, s'agissant en particulier des contacts régionaux. Mais pas seulement : il s'agit également pour eux de surveiller le défilé de visiteurs libanais à Paris, plus précisément des candidats à la présidence, tout en gardant un œil sur les contacts « inquiétants » entre Paris et Téhéran sur le dossier présidentiel libanais.

La France sait pertinemment que toute démarche qu'elle entreprendrait et qui irait à l'encontre des orientations états-uniennes sera vouée à l'échec. Quant à l'Arabie saoudite, elle a facilité la mise en place du gouvernement actuel à la demande, personnelle, du président François Hollande. Le président Saad Hariri a ainsi pu réintégrer « le paradis gouvernemental » à travers un nombre non négligeable de ministres dotés de portefeuilles régaliens. Ce qui n'a pas manqué de donner une impulsion au rôle saoudien au Liban. Les responsables français ne sont pas sans savoir que sunnites et chiites ont une influence indéniable sur l'échéance présidentielle, et qu'aucun président ne pourra être élu sans une entente entre ces deux pôles d'influence. Ils ont d'ailleurs été informés, par voie diplomatique, du fait que les États-Unis ne souhaitent supprimer l'influence d'aucun des deux : ni celle des chiites (l'Iran), ni celle des sunnites (l'Arabie saoudite).

Les Français s'en retrouvent donc perplexes. Ils craignent que les États-Unis leur ôtent l'initiative, sans qu'ils ne s'en rendent compte, dans le dossier présidentiel libanais, comme ce fut le cas pour l'accord américano-iranien. Consciente des progrès de la relation entre l'Arabie saoudite et l'Iran, grâce à une médiation US, la France craint en outre que Riyad s'arroge, à son tour, un droit de regard exclusif sur ce dossier. C'est la raison pour laquelle elle s'est retrouvée contrainte d'œuvrer à un rapprochement avec l'Iran. Le directeur au Quai d'Orsay, Jean-François Girault, s'est de nouveau rendu à Téhéran dernièrement, la diplomatie française

prenant soin de donner des échos positifs de cette visite.

#### **As-Safir** (18 avril 2014)

Imad Marmal

La séance de l'élection présidentielle prévue mercredi prochain servira uniquement à tâter le pouls des uns et des autres en prélude à un arrangement qui devrait voir le jour au terme d'un processus tributaire de l'actualité locale et régionale. Des contacts entre le Courant patriotique libre et le Courant du futur. Selon des sources informées, Michel Aoun n'annoncera pas sa candidature dès la première séance exploratoire convoquée par Nabih Berry. Il sera plutôt le candidat de l'entente et son nom sera sérieusement mis en avant à une date ultérieure. Ses partisans estiment d'ailleurs que le rêve de la présidence est à deux doigts de devenir réalité, et qu'il n'est pas impossible de convaincre l'Arabie saoudite de le soutenir dans la course.

#### **An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(18 avril 2014)

Si tous les blocs parlementaires ont exprimé leur volonté d'atteindre le quorum pour la séance de l'élection présidentielle de mercredi, ces simples déclarations ne suffiront pas à le garantir. C'est justement cette question qui monopolisera les contacts politiques pour préparer le terrain. Par ailleurs, le président du Parlement, Nabih Berry, a annoncé que l'unique candidat du 8-Mars était Michel Aoun dont la candidature a prévalu sur toute autre au sein de l'alliance, contrairement à ce qui s'est passé au sein du 14-Mars. À la question de savoir comment se déroulera le début de la séance, Berry répond qu'il la déclarera ouverte lorsque le quorum des deux tiers sera atteint. Au cas où un président serait élu au premier tour, la question serait réglée. Sinon, nous entamerons un second tour.

#### **Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(18 avril 2014)

Saad Hariri a dépêché son directeur de cabinet Nader Hariri et l'ancien député Ghattas Houry voici quelques jours, auprès de Samir Geagea pour lui remettre le message suivant : « Le Courant du futur (CDF) n'est pas opposé à votre candidature à la

présidence, et une certaine ambiance y règne en faveur du soutien à cette candidature ». Comme Geagea semblait avoir hâte de voir le CDF proclamer ouvertement ce soutien, ses interlocuteurs lui ont demandé de patienter pour plusieurs raisons, car il est encore tôt, et de nombreux contacts sont engagés aux plans local et international. « Le débat au sein du 14-Mars n'a pas encore abouti. Certains candidats et personnalités n'ont pas vu d'un bon œil votre initiative », ont déclaré les émissaires. La délégation du CDF a même dit craindre une explosion du 14-Mars en raison de cette candidature, la situation se compliquant davantage vu la présence d'autres candidats potentiels tels qu'Amine Gemayel, Boutros Harb et Robert Ghanem.

D'autres sources annoncent qu'Achraf Rifi s'est rendu en Arabie saoudite pour des discussions axées sur le dossier présidentiel, et soulignent que le ministre soutient fermement la candidature Geagea. L'Arabie a également reçu le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, pour une concertation portant sur le même sujet.

Le général Michel Aoun attend toujours la décision de Hariri (et de l'Arabie saoudite) en ce qui concerne sa candidature. Quant au Hezbollah, il appuie Aoun et espère qu'il sera soutenu par toutes les forces influentes aux plans régional et international. Toutefois, des personnalités du 8-Mars critiquent la prise de position de Michel Aoun sur le dossier de la grille des salaires et cherchent à savoir s'il fait l'objet d'un chantage de la part de l'Arabie saoudite et du CDF d'ici l'élection présidentielle.

#### **Al-Akhbar** (18 avril 2014)

Rosanna Bou Mouncef

De nombreuses sources politiques écartent la possibilité de surprise lors de la séance de mercredi. Cependant ces mêmes sources craignent une fragmentation précoce du 14-Mars, à la lumière des fuites concernant la candidature d'Amine Gemayel, concurrent de Samir Geagea au sein du même bloc. Par ailleurs, la multitude des candidatures, présentées au fur et à mesure, aura pour conséquence d'éparpiller les voix. C'est là une impasse que le 8-Mars a su éviter. En effet selon les sources de (cette coalition), les différentes factions attendent que Aoun annonce sa candidature

pour la soutenir officiellement.

#### **Al-Akhbar (17 avril 2014)**

Jean Aziz

Nabih Berry a convoqué les députés à une première séance électorale, en vue de la présidentielle, le 23 avril. Il s'agit d'une démarche qui vient dissiper l'impression selon laquelle il serait impossible d'élire un nouveau président, ce qui n'écarte pas pour autant le scénario d'un vide à la tête de l'État.

Sur le plan interne, on peut relever les indices suivants : déblocage au sein du Conseil des ministres, accord reportant la décision sur la grille des salaires des agents du secteur public, encouragement des présidentiables du 14-Mars autres que Samir Geagea à se déclarer officiellement...

Sur le plan externe : la mise à l'écart officielle, définitive et publique de Bandar Ben Sultan, l'annonce du retour au Liban de l'ambassadeur d'Arabie saoudite, le discours de Washington sur la nécessité d'élire un nouveau président. En même temps, les illusions françaises quant à la prorogation du mandat de Michel Sleiman sont en train de rendre l'âme, même si Paris a dernièrement annoncé des soldes de 50 % en faisant la promotion d'une prorogation allégée [du mandat présidentiel] parce que ramenée à un an au lieu de deux. Et même si certains Parisiens ont décidé de jouer leur va-tout sur ce plan à travers le marché saoudien du milliard de dollars qui sera versé à la France. Les tentatives françaises ont donc pris fin. Même Michel Sleiman a commencé à dresser l'inventaire des biens qui se trouvent au Palais présidentiel en prélude à son départ et a commencé aussi à se préparer à sa prochaine bataille électorale en octobre quand il briguera le secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Par ailleurs Michel Aoun fait figure de favori mais que sa candidature ne fait pas encore l'unanimité au sein du Futur et dans la capitale saoudienne.

#### **Al-Akhbar (16 avril 2014)**

Hiyam Kousseify

Le Patriarche maronite a affirmé que le patriarcat procède à des sondages afin de déterminer le candidat qui devra être élu à la

présidence, partant du principe qu'il est nécessaire de se plier à la volonté du peuple. Selon des observateurs informés de ce qui se déroule dans les sphères de Bkerké, c'est une erreur catastrophique que d'aborder l'échéance sous l'angle des sondages d'opinion. La gravité d'une telle approche réside dans le fait qu'elle frappe l'essence même du système libanais. La Constitution détermine clairement dans son préambule le rôle du peuple : « Le peuple est la source des pouvoirs et le détenteur de la souveraineté qu'il exerce à travers les institutions constitutionnelles ». Or, la présidence de la République n'est pas une institution, elle est le parapluie qui chapeaute le pays dans son ensemble. Toute allusion, plus particulièrement de la part de Bkerké, à un recours aux sondages d'opinion est grave car elle évoque dans les esprits l'idée du référendum. Les propos de Mgr Béchara Raï sont d'autant plus alarmants qu'ils interviennent à un moment régional critique.

S'agissant de la forme, le concept des sondages effectués en amont des législatives diffère de celui des enquêtes portant sur la présidentielle. Car bien évidemment les Libanais ne sont pas directement impliqués dans l'élection du président tandis qu'ils participent directement à celle de leurs députés. En outre, le Liban n'est pas la France ni les États-Unis, où les candidats ont des contacts, des rencontres, des meetings électoraux directs avec leur électorat. De plus, même en France, où les statistiques sont sérieuses, les sondages avaient annoncé en 2002 la qualification de Jacques Chirac et Lionel Jospin pour le second tour de la présidentielle alors que, contrairement à tous les pronostics, c'est le leader du Front national, Jean-Marie le Pen, qui a pu y accéder aux côtés de Jacques Chirac.

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens)

(18 avril 2014)

Si l'on attend toujours qu'Amine Gemayel annonce sa candidature dans les heures qui viennent, il est désormais certain que le chef des Kataëb est candidat. Plusieurs rencontres consultatives ont été tenues dans les sphères phalangistes en vue de décider d'annoncer cette candidature mercredi ou d'attendre le second tour. Le cas échéant, des sources proches se demandent si les cinq députés Kataëb voteront pour Geagea s'ils assistent à la séance de

mercredi. Par ailleurs, Walid Joumblatt aurait pris la décision de ne voter ni pour Geagea, ni pour Aoun, leur préférant un président de compromis. Il traduira cette position en appelant les députés de son bloc à voter pour l'un de ses membres maronites, façon de mettre l'accent sur son indépendance vis-à-vis du 8 et du 14-Mars. Par ailleurs, des sources haut placées au sein du Courant patriotique libre (CPL) déclarent que le général Aoun ne présentera pas sa candidature mercredi. Il en va de même pour le chef des Marada, Sleiman Frangié. Les sources du CPL poursuivent qu'elles n'ont toujours pas décidé de la position des députés du bloc du Changement et de la Réforme mercredi. Seront-ils présents ? S'ils répondent à l'appel, pour qui voteront-ils ? Abstention ? bulletin blanc ? En étudiant la stratégie d'Aoun et de son parti, on se rend compte que le défaut de quorum est possible. Enfin, ces mêmes sources affirment que le commandement du Hezbollah lie sa position à celle d'Aoun, sachant que le général annoncera sa décision finale mardi après-midi, au sortir de la réunion du bloc. Quant aux députés du bloc du Développement et de la libération, présidé par Nabih Berry, ces sources rapportent que ces derniers ne s'aventureront pas à mettre le quorum en péril et respecteront l'appel de Nabih Berri. En contrepartie, il est normal que les députés du 14-Mars soient présents, conformément aux sources de la coalition.

#### **Al-Hayat** (16 avril 2014)

Randa Takieddine, Paris

Y aurait-il des élections présidentielles ? Quid du futur président ? Y a-t-il eu réellement un deal entre Saad Hariri, le Hezbollah et Michel Aoun en faveur de l'élection de ce dernier à la présidence ? Qu'en est-il de l'avenir du 14 et du 8-Mars ? Quelle est la candidature que la France soutient à la présidence ? Quid de la politique de l'Arabie saoudite et de l'Iran ? Dans le sillage de la rencontre qui a eu lieu entre le chef du Futur et celui du CPL à Paris, des ambassadeurs accrédités au Liban ainsi que des visiteurs ont relevé un changement de cap clair dans la position du ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil, qui tente désormais d'adopter une position centriste et modérée, donnant l'impression que le dialogue qu'il a engagé avec Nader Hariri (directeur de

cabinet de Saad Hariri) contribue au rapprochement sur le dossier de la présidentielle entre Aoun et le Futur. Toutefois, Saad Hariri ne lâchera pas ses alliés chrétiens, notamment Samir Geagea et Amine Gemayel. Le candidat du 14-Mars à la présidence sera le chef des FL. Il y a une grande possibilité qu'un nouveau président soit élu au Liban avant la fin de mai, mais l'éventualité du vide n'est pas exclue.

**Ach Charq al-Awsat** (Quotidien saoudien, 19 avril 2014)

Le ministre (Kataëb) du Travail, Sejaan Azzi, a souligné que « si le 14-Mars désire remporter la bataille de la présidence, il lui faudra s'unir derrière un candidat unique capable d'attirer assez de suffrages pour gagner et susceptible d'être, en cas de victoire, un président qui se conforme au pacte national et qui représente les diverses catégories de la population ».

Selon lui, l'ancien président Amin Gemayel est « en mesure d'avoir la majorité nécessaire pour l'emporter si le 14-Mars lui apporte son soutien, et ce d'autant plus qu'il jouit des compétences et des qualifications personnelles et nationales lui permettant de franchir les limites des communautés et des alliances établies ».

Le ministre fait valoir qu'une candidature officielle de M. Gemayel est « tributaire des développements et des concertations avec les alliés et les autres forces », sachant toutefois que pour ce qui est de la présidentielle, nul « n'est contraint de présenter sa candidature au ministère de l'Intérieur ni de préparer un programme électoral, dans la mesure où le président ne dispose pas des prérogatives nécessaires pour le mettre en œuvre ».

De son côté, le député Kataëb Fadi Habre affirme que les chances de M. Gemayel de l'emporter à l'élection présidentielle « sont actuellement plus grandes que celles de (Samir) Geagea », chef des Forces libanaises. Pour M. Habre, cela tient au fait que M. Gemayel est « capable d'attirer des voix du 8-Mars ». Il a néanmoins précisé que les Kataëb soutiendraient M. Geagea si le 14-Mars décidait de parrainer sa candidature. « M. Geagea reste le plus proche de nous », a-t-il dit.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (18 avril 2014)

Sauf imprévu, on sait désormais comment se déroulera la séance parlementaire du 23 avril consacrée à l'élection d'un nouveau président. En principe, le quorum des deux tiers des députés devrait être assuré, car la plupart des blocs et des indépendants sollicités ont confirmé leur participation à cette séance à la commission formée par le président de la Chambre Nabih Berry et présidée par Yassine Jaber. Une fois la séance déclarée ouverte par Berry, les députés seront invités à voter. Selon des sources parlementaires, le pointage précis devrait donner les résultats suivants : 59 voix pour Samir Geagea et 57... pour Émile Rahmé.

Parmi les douze voix restantes, il y aura les huit du bloc de Walid Joumblatt, qui a déjà annoncé qu'il ne votera pas pour un candidat du 14-Mars ni pour un autre du 8-Mars, plus quelques indépendants.

C'est en principe le scénario le plus probable, le 8-Mars et ses alliés ayant décidé en effet de donner leurs voix à Rahmé, qui est membre du bloc du Changement et de la Réforme. Il devrait donc présenter sa candidature à la présidence de la République dans les jours qui viennent, avant la séance de mercredi.

L'idée de cette candidature a été conçue parce que tout le monde est convaincu que ce premier tour de vote est essentiellement un test pour que chaque camp sonde l'autre. Il est donc pratiquement impossible qu'un candidat, quel qu'il soit, obtienne la majorité des votes requis pour être élu président, sauf entente de dernière minute entre les trois grands blocs, ceux du Changement et de la Réforme, du tandem chiite et du courant du Futur. Au second tour du vote, les députés devraient quitter par petits groupes l'hémicycle et la séance serait levée par défaut de quorum.

De la sorte, le camp du 8-Mars et ses alliés pensent parvenir à neutraliser les effets de la candidature du chef des Forces libanaises Samir Geagea qui visait essentiellement, à leurs yeux, à faire sauter celle du général Michel Aoun, d'abord en ramenant l'élection présidentielle à une sorte de « combat de coqs » entre le chef du CPL et celui des FL, dans une dualité de triste mémoire pour les chrétiens en particulier et pour les Libanais en général. Sachant toutefois qu'Aoun ne veut pas être mis au même plan que Geagea et qu'il se considère comme un candidat d'entente et de solution, n'ayant des chances d'être élu que si les parties internes,

notamment le courant du Futur, l'appuient et si les circonstances régionales et internationales y sont favorables, notamment grâce à une concrétisation du rapprochement annoncé entre les États-Unis et l'Iran et entre cette dernière et l'Arabie saoudite.

Selon le 8-Mars et ses alliés, ce scénario devrait aussi apporter une issue à l'impasse dans laquelle se débat le 14-Mars, coïncé par la candidature de Samir Geagea (alors que, rappelons-le, le chef du courant du Futur ne l'avait pas informé de sa rencontre avec le général Michel Aoun et a décidé de participer au gouvernement sans tenir compte de son opposition) tout en sachant que ce dernier ne peut pas être élu pour diverses raisons à la fois locales et régionales, la plus importante étant qu'il sera pratiquement impossible de réunir le nombre suffisant de députés pour assurer son élection. En principe, l'échec de la première séance devrait donc ouvrir ensuite la voie à des concertations sur un candidat accepté par la plupart des parties internes pour pouvoir assurer le quorum des deux tiers des députés requis pour une nouvelle séance d'élection. Le problème reste toutefois le suivant : et si les parties internes ne parvenaient pas à s'entendre sur un seul candidat avant le 25 mai, date d'expiration du mandat de l'actuel président ?

Dans ce cas, le Liban pourrait bien entrer dans une période de vacance au niveau de la tête de la République pour une période indéterminée. De plus, l'échéance présidentielle deviendrait ainsi totalement dépendante des développements régionaux et internationaux, sans parler des risques que les nombreux problèmes qui se posent actuellement aux Libanais s'enveniment. Les parties politiques libanaises auraient ainsi raté une occasion rare de décider elles-mêmes de l'identité du président de la République. Certes, le pays sera quand même régi par un gouvernement rassembleur composé de la plupart des parties politiques. Mais l'ancien député et ministre Abdallah Farhat, proche de Bkerké, rapporte à ce sujet la grande inquiétude du patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, face à une telle éventualité.

Selon Farhat, le patriarche craint que s'il y a vacance au niveau de la présidence, celle-ci se prolonge jusqu'aux élections législatives qui devraient avoir lieu en novembre. Que le Parlement décide alors de proroger une fois de plus son mandat ou que le gouvernement

décide malgré tout d'organiser les élections législatives (sur la base de quelle loi d'ailleurs ? La question reste sans réponse), il y a là, selon le patriarche maronite, un risque évident de gérer les affaires du pays sans le président maronite. Pour Bkerké, c'est une situation inacceptable et très grave, surtout au moment où les chrétiens de la région se sentent menacés. Ce serait un peu comme si on leur arrachait ce qui leur reste de poids dans la région en éliminant le rôle du seul président chrétien du Moyen-Orient. Il ne reste donc plus qu'à croiser les doigts pour que les parties internes parviennent à s'entendre sur un candidat avant qu'il ne soit trop tard...

**AFP** (Agence France presse, 18 avril 2014)

Un adolescent britannique de 18 ans, neveu d'un ancien détenu de Guantánamo, est mort au combat en Syrie où il est parti combattre avec deux de ses frères, dont un a été blessé, a-t-on appris vendredi de sources concordantes. S'exprimant devant la maison familiale à Brighton, dans le sud de l'Angleterre, le père d'Abdullah Deghayes a déclaré que son fils était « mort au combat » contre le « dictateur Bachar al-Assad ». Il a expliqué que deux autres de ses fils, Jafar, 16 ans, et Amer, 20 ans, étaient également en Syrie.

Le premier a reçu une balle dans le ventre lors de la même bataille. Le cadet est indemne, selon le père, Abubaker Deghayes, qui dit avoir appris la mort de son fils « par Facebook ». La police locale a confirmé avoir « reçu le lundi 14 avril l'information qu'un résident de Brighton âgé de 18 ans a récemment été tué en Syrie », alors que le ministère britannique des Affaires étrangères a dit avoir « connaissance du décès d'un ressortissant britannique » dans ce pays.

Les trois frères sont les neveux d'Omar Deghayes qui, après avoir été arrêté au Pakistan, avait été détenu par les États-Unis dans la prison de Guantánamo entre 2002 et 2007. Le père a insisté que ses fils n'étaient « pas des terroristes » mais qu'ils s'étaient rendus en Syrie « pour défendre les faibles ». Selon lui, ils ont déjà eu affaire avec la police mais n'ont jamais été mêlés à des groupes appelant des Britanniques au jihad en Syrie. C'est en visionnant des images du conflit sur internet qu'ils ont pris la décision de se rendre sur place, a ajouté le père.

Les autorités britanniques ont multiplié ces derniers mois les arrestations de personnes soupçonnées d'être parties se battre en Syrie. Le Royaume-Uni estime à 400 le nombre de ces combattants, dont une vingtaine seraient morts pendant le conflit.

Des hauts représentants de Scotland Yard et des services de renseignement ont mis en avant le danger que représenteraient certains de ces Britanniques rentrés au pays après avoir acquis des compétences dans le domaine de la guérilla ou du terrorisme auprès de combattants d'Al-Qaïda.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News

---

Source : « Le président el-Assad à Maaloula », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 22 avril 2014, [www.voltairenet.org/article183395.html](http://www.voltairenet.org/article183395.html)